SALAIRE MINIMUM LÉGAL

UNE AUGMENTATION AU CŒUR DE LA LUTTE SYNDICALE AU BANGLADESH

SEPTEMBRE 2023

ANALYSE

achACT

achACT agit aux côtés de celles et ceux qui fabriquent nos vêtements. Nous travaillons à l'amélioration des conditions de travail et au soutien des luttes des travailleuses et travailleurs de l'industrie mondialisée de l'habillement. Nous représentons le réseau international Clean Clothes Campaign en Belgique francophone. Nous coordonnons une plateforme d'organisations membres.

achACT est une organisation reconnue en éducation permanente par la Fédération Wallonie Bruxelles, sur les axes 3 (service, outils, recherche) et 4 (sensibilisation, information, campagne). Nous proposons d'alimenter une prise de conscience et une connaissance critique des réalités de la société visant la participation active à la vie sociale, économique, culturelle et politique à travers la production d'analyses et d'outils pédagogiques en partant des enjeux humains de l'industrie de l'habillement.

Tous nos outils sont disponibles sur
www.achact.be/ressources/

Avec le soutien financier de

FÉDÉRATION WALLONIE-BRUXELLES

PRÉAMBULE

Dans le système fast fashion, parmi les multiples violations de leurs droits, les travailleuses et travailleurs de l'industrie mondialisée de la confection de vêtements reçoivent des rémunérations indignes, les plongeant et les maintenant dans un cycle de précarité et de pauvreté dont il est extrêmement difficile de s'extraire. Payé·es au lance-pierre, les couturières et couturiers perçoivent en moyenne entre 3 et 4 fois moins qu'un salaire vital tel qu'estimé pour couvrir leurs besoins fondamentaux et ceux de leurs familles.

Les marques et enseignes de mode le savent bien. Ces bas salaires sont précisément la conséquence des faibles coûts de production sur lesquels elles comptent et exercent une pression sans relâche, en vue de dégager le plus de profits possibles. Ces bas coûts sont au cœur du modèle économique de l'industrie de l'habillement, au détriment des conditions de travail et d'existence de celles et ceux qui produisent les marchandises vendues dans les rues commerçantes et en ligne. Mais lorsqu'elles sont interpellées sur le sujet, nombreuses sont les enseignes qui revendiquent le respect des normes salariales locales en vigueur. En effet, en pratique, il est possible que les minimums salariaux nationaux soient appliqués dans les usines dans lesquelles elles s'approvisionnent. Toutefois, ces minimums sont si bas qu'ils ne permettent en aucun cas aux travailleur·euses qui les perçoivent de s'en sortir. Les bas salaires constituent en revanche un argument concurrentiel de taille pour des États dont l'économie repose en grande partie sur les exportations de vêtements.

Au Bangladesh, mais aussi partout ailleurs, augmenter le salaire minimum représente un enjeu majeur qui occupe les organisations syndicales actives dans les pays de production de vêtements. Cette augmentation est conditionnée par un engagement des entreprises donneuses d'ordre à les refléter dans leurs pratiques d'achat.

INTRODUCTION

2023 marque une année charnière pour les travailleuses et travailleurs de la confection de vêtements au Bangladesh. Tout d'abord, elle marque le 10ème anniversaire de la tragédie de loin la plus dramatique que l'industrie mondiale de l'habillement ait connu : l'effondrement du Rana Plaza[1] le 24 avril 2013. Ensuite, 2023 est aussi l'année de révision du salaire minimum légal en vigueur dans le secteur du prêt-à-porter bangladais, révision prévue tous les 5 ans[2]. À l'heure actuelle, celui-ci s'élève à 8.000 takas, ci-après BDT, soit, au moment où nous écrivons, moins de 70 EURos par mois[3]. Ce montant largement insuffisant pour vivre dignement, a été décidé en 2018 et mis en œuvre depuis le 1er janvier 2019[4]. Or, comme nous le verrons, il faudrait beaucoup plus aux travailleur·euses pour vivre dignement.

Si les enjeux de santé et de sécurité dans les usines trouvent progressivement une réponse grâce à l'Accord international pour la santé et la sécurité[5], se battre pour un salaire digne constitue un défi de taille pour les travailleur·euses concerné·es, soit près de 4 millions de personnes au Bangladesh[6].

S'agissant des négociations de ce nouveau salaire minimum pour le secteur de la confection, l'enjeu est particulièrement crucial et l'augmentation du salaire minimum peut constituer une réelle amélioration des conditions de travail des millions de couturières et couturiers bangladais. Pourquoi cette augmentation est nécessaire ? (partie 1.). Quelles sont les revendications prônées par les syndicats et dans quel contexte ? (partie 2.). Quel pouvoir d'influence pour les marques et enseignes de mode ? (partie 3.). Cette analyse a pour objet d'alimenter une vision critique du modèle économique dominant dans l'industrie de l'habillement en mettant la question des salaires au cœur de la réflexion. Elle veut aussi donner suffisamment d'éléments de compréhension pour que, ensemble, nous soutenions la lutte des travailleur·euses et leurs organisations syndicales pour l'augmentation du salaire minimum dans le secteur du prêt-à-porter bangladais.

[1] https://www.achact.be/campagnes-slug/rana-plaza-10-ans-never-again/

[2] https://wageindicator.org/labour-laws/labour-law-around-the-world/minimum-wages-regulations/minimum-wages-regulations-bangladesh

[3] Taux de conversion au 31 août 2023 : 1 BDT = 0.00844 EUR ; 1 EUR = 118.48341 BDT

[4] https://www.thedailystar.net/business/news/bangladesh-rmg-garment-workers-minimum-salary-8000-taka-announced-1633342

[5] https://www.achact.be/grande-victoire-pour-la-securite-de-millions-de-travailleuses-de-lhabillement/

[6] Understanding the Gender Composition and Experience of Ready-Made Garment (RMG) Workers in Bangladesh, ILO, 2020, page 2.

1. AUGMENTER LE SALAIRE MINIMUM LÉGAL AU BANGLADESH, UNE NÉCESSITÉ

Le secteur de la confection de vêtements constitue un terrain indéniable d'exploitation structurelle et endémique pour les millions de travailleuses et travailleurs employé·es dans les usines de production à travers le monde.

Salaire, le nerf de la guerre

Au cœur du modèle économique sur lequel l'industrie fructifie : le recours massif à une force de travail à très très bas coût. Les entreprises donneuses d'ordre, marques et enseignes de mode, sous-traitent ainsi leur production auprès d'une multitude de fournisseurs, employeurs directs des couturières et couturiers. La pression sur les coûts de production est telle que ce sont les travailleuses et travailleurs du bout de la chaîne qui font office de variable d'ajustement, au détriment de leurs salaires, bien en deçà de ce qui devrait leur être versé pour vivre dignement. À ces salaires de misère s'ajoutent les objectifs de production inatteignables, les heures supplémentaires excessives, les lieux de travail pas ou peu sûrs, les discriminations à l'encontre des femmes ou travailleur·euses migrant·es, la répression syndicale. Les enjeux liés aux salaires sont donc au cœur du système d'exploitation, inextricablement liés aux pratiques d'achat des entreprises, dans un contexte où le faible coût de production continue de constituer un argument concurrentiel tant des producteurs que des États, en vue d'attirer les commandes de vêtements du monde entier. C'est le cas au Bangladesh.

Bangladesh, à peine de quoi survivre

En effet, le Bangladesh compte parmi les plus gros pays exportateurs de vêtements après la Chine. Le secteur du prêt-à-porter (Ready-made-garment, RGM) représente plus de 80% des recettes liées à l'exportation du pays[7]. Depuis le début des années 80', le secteur de l'habillement a pris une place prépondérante dans l'économie du pays. Si le Bangladesh comptait environs 380 usines de confection en 1985, ce chiffre dépassait les 4500 usines en 2018[8]. Aujourd'hui, le secteur emploie plus de 4 millions de personnes, principalement des femmes[9].

Alors que le secteur continue de se montrer attractif et de croître notamment du fait d'une conformisation grandissante des usines de confection en matière de santé et de sécurité[10], les travailleuses et travailleurs perçoivent à peine de quoi survivre, ce dans un contexte où la répression syndicale est monnaie courante[11].

Comme mentionné en introduction de cette analyse, les dernières révisions du salaire minimum pour le secteur du prêt-à-porter ont eu lieu en 2018 passant de 5.300 BDT à 8.000 BDT[12], c'est-à-dire, à un salaire de 67,44 EUR[13] par mois. En termes de pouvoir d'achat, ce montant est comparable en Belgique à celui d'un revenu de 192 EUR.

[7] Bangladesh Garment Manufacturers and Exporters Association (BGMEA), Export performance : https://www.bgmea.com.bd/page/Export_Performance

[8] https://www.researchgate.net/figure/Number-of-garment-factories-in-Bangladesh_fig1_336851265

[9] Understanding the Gender Composition and Experience of Ready-Made Garment (RMG) Workers in Bangladesh, ILO, 2020, page 2. https://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/---asia/---ro-bangkok/---ilo-dhaka/documents/publication/wcms_754669.pdf

[10] https://femnet.de/images/downloads/textilbuendnis/BILS_Policy_Brief_RMG_Wage.pdf

[11] https://survey.ituc-csi.org/Bangladesh.html?lang=en#tabs-3

[12] https://www.thedailystar.net/business/news/bangladesh-rmg-garment-workers-minimum-salary-8000-taka-announced-1633342

[13] Taux de conversion au 29 août 2023 : 1 BDT = 0.00843 EUR ; 1 EUR = 118.62396 BDT https://www.boursorama.com/bourse/devises/convertisseur-devises/taka-euro

Un salaire de …	a un pouvoir d'achat comparable à celui d'un revenu de …					
8.000 BDT	192 EUR	253 USD	171 GBP	185 EUR	261 CHF	363 AUD
… au Bangladesh	… en Belgique	… aux USA	… au Royaume Uni	… en Allemagne	… en Suisse	… en Australie

Conversion based on IMF implied Purchasing Power Parity (PPP) conversion rate[14]

REVENU MENSUEL MOYEN
L'étude Mind the gap : a study on garment workers in Bangladesh[15] menée par le Bangladesh Institute of Labour Studies (BILS - Institut bangladais d'études sur le travail) fait état des salaires réellement perçus par les travailleur·euses de l'habillement du pays. En incluant les heures supplémentaires, il s'élève en moyenne à 12.794 BDT par mois. **Si l'on exclut les heures supplémentaires, leur revenu mensuel moyen est de 9.914 BDT seulement par mois.**

Les salaires actuels sont inférieurs d'environ 11 % au seuil de pauvreté.

Pendant les périodes de lock down durant la crise sanitaire de Covid-19, les travailleur·euses gagnaient en moyenne 6.645 BDT par mois, soit près de la moitié du revenu réel.

Après avoir subi les effets dévastateurs de la crise Covid-19 en termes de salaires et d'indemnités impayés et de licenciements massif[16], les travailleur·euses au Bangladesh font face à une inflation record sur les 10 dernières années[17] impactant directement celles et ceux dont les revenus sont les plus bas.

À l'approche de la révision de ce salaire minimum, syndicats et organisations de défense des droits des travailleur·euses s'unissent pour que celui-ci prenne réellement en compte le coût de la vie.

2. REVENDICATIONS SYNDICALES ET CONTEXTE RÉPRESSIF

En février dernier, les organisations syndicales indépendantes du Bangladesh et affiliées à la Fédération internationale IndustriALL ont lancé leur appel au gouvernement bangladais pour la constitution d'un Minimum wage board (Comité sur le salaire minimum) et annoncé leur demande : **une augmentation du salaire minimum de 8,000 BDT à 23,000 BDT soit, 193,66 EUR[18], pour les travailleur·euses de l'habillement.[19]**

Objectif 23 000 BDT

[14] https://www.imf.org/external/datamapper/PPPEX@WEO/OEMDC

[15] Mind the gap : a study on garment workers in Bangladesh, Bangladesh Institute of Labour Studies, page 13. https://femnet.de/images/downloads/textilbuendnis/Mind-the-Gap_Decent-Work-Report-on-RMG-workers-in-Bangladesh_26-6-23.pdf

[16] Still un(der) paid : How the garment industry failed to pay its workers during the pandemic, Clean Clothes Campaign, page 10 : https://cleanclothes.org/file-repository/ccc-still-underpaid-report-2021-web-def.pdf/view

[17] https://asianews.network/bangladeshs-inflation-climbs-to-12-year-high/

[18] Taux de conversion au 4 septembre 2023 1 BDT = 0.00842 EUR, 1 EUR = 118.76485 BDT

[19] https://www.industriall-union.org/bangladeshi-unions-demand-increased-minimum-wage-for-garment-workers

Les revendications portent notamment sur le salaire minimum d'un·e travailleur·euse débutant·e, fixé à 23 000 BDT et une augmentation annuelle de 10 %, contre les 5 % actuellement en vigueur (et déjà souvent ignorés par les employeurs).

Ces revendications prennent appui sur une méthode calculée par l'Institut bangladais d'études sur le travail résumée dans une note politique[20] à destination du secteur ainsi que dans son rapport Mind the gap : a study on garment workers in Bangladesh, préalablement cité. Le coût de la vie mensuel minimum pour un ménage de 4 personnes à Dhaka, Bangladesh, y est estimé à 33.368 BDT, répartit comme suit :

Coût de la vie mensuel minimum pour un ménage de 4 personnes à Dhaka, Bangladesh Calculation by BILS, 2023		
	NOURRITURE	14.330 BDT
	LOGEMENT	10.000 BDT
	ÉDUCATION	1.256 BDT
	SANTÉ	1.287 BDT
	DIVERS Transport, habillement, soins personnels, communication, mobilier, culture, repas à l'extérieur et autres	4.906 BDT
	ÉPARGNE +5%	1.589 BDT
	TOTAL	33.368 BDT Soit 280,96 EUR[21]

[20] https://bilsbd.org/wp-content/uploads/2023/07/BILS-Policy-Brief_RMG-Wage_Final.pdf

[21] Taux de conversion au 30 août 2023 : 1 BDT = 0.00842 EUR ; 1 EUR = 118.76485 BDT, https://www.boursorama.com/bourse/devises/convertisseur-devises/taka-euro

Les 23.000 takas de salaire minimum demandés par les travailleur·euses et leurs syndicats, qui tripleraient presque le revenu minimum actuel, représentent tout juste de quoi raisonnablement faire face au coût de la vie.

«Nous pensons que les salaires que nous demandons sont raisonnables. Nous espérons que le gouvernement et les propriétaires accepteront notre demande comme raisonnable et constitueront le Comité sur le salaire minimum [minimum wage board] .[22]», déclarait Kutum Uddin Ahmed, secrétaire général de l'IndustriALL Bangladesh Council lors d'une Conférence de presse tenue à Dhaka le 2 février dernier.

23.000 BDT au Bangladesh équivaudrait à un pouvoir d'achat comparable à celui d'un salaire de 555 EUR en Belgique.

Un salaire de …	a un pouvoir d'achat comparable à celui d'un revenu de …					
23.000 BDT	555 EUR	728 USD	496 GBP	534 EUR	743 CHF	1.019 AUD
… au Bangladesh	… en Belgique	… aux USA	… au Royaume Uni	… en Allemagne	… en Suisse	… en Australie

Conversion based on IMF implied Purchasing Power Parity (PPP) conversion rate[25]

L'Asia floor wage alliance estime quant à elle qu'un salaire vital au Bangladesh s'élèverait à 53 104 BDT par mois[23], soit 446,60 EUR[24].

Si le montant de 23.000 BDT est largement reconnu et soutenu par les organisations de défense des droits humains, tant au Bangladesh qu'au niveau international[26], le contexte dans lequel les négociations s'opèrent est quant à lui préoccupant.

Quand répression fait légion

Tout d'abord, à ce jour, et comme le déclarait le réseau international Clean Clothes Campaign, aucun syndicat indépendant du pays ne siège au Minimum wage board pour le secteur tel que constitué par le gouvernement bangladais[27], les organisations syndicales mobilisent néanmoins pour porter leurs revendications. Travailleur·euses et activistes visibilisaient déjà cette demande[28] lors des manifestations de la Journée internationale du travail, le 1er mai dernier.

[22] https://www.dhakatribune.com/bangladesh/304099/ibc-demands-minimum-garment-worker-wage-to-be

[23] https://asia.floorwage.org/living-wage/calculating-a-living-wage/

[24] Taux de conversion au 30 août 2023 : 1 BDT = 0.00841 EUR; 1 EUR = 118.90606 BDT https://www.boursorama.com/bourse/devises/convertisseur-devises/taka-euro

[25] https://www.imf.org/external/datamapper/PPPEX@WEO/OEMDC

[26] https://www.industriall-union.org/bangladeshi-unions-demand-increased-minimum-wage-for-garment-workers

[27] https://cleanclothes.org/clean-clothes-campaign-supports-bangladeshi-unions-in-their-23000tk-minimum-wage-hike-demand

[28] https://sourcingjournal.com/topics/sourcing/bangladesh-garment-workers-triple-minimum-wage-24000-taka-rana-plaza-438673/

Toutefois, le pays est connu pour être particulièrement répressif à l'égard des travailleur·euses et défenseur·euses des droits humains. Dans son Indice des droits dans le monde 2023, la Confédération syndicale internationale indique que le Bangladesh est l'un des dix pires pays au monde pour les travailleurs et les travailleuses[29]. Lois régressives, obstacles à la formation de syndicats, violences policières y sont régulièrement constatés[30].

Pour rappel, les négociations pour le salaire minimum en 2018 ont été le terrain d'une répression extrêmement violente à l'égard des travailleur·euses[31] et des licenciements massifs s'en sont suivis[32]. À l'époque déjà, achACT et ses organisations membres se mobilisaient[33] en soutien aux travailleur·euses du Bangladesh et leurs syndicats.

Enfin, le récent assassinat du syndicaliste Shahidul Islam est un rappel brutal de l'environnement particulièrement dangereux qui règne dans le pays[34] pour les défenseur·euses des droits humains..

Si le contexte y est plus que préoccupant pour laisser place aux revendications salariales portées par les travailleur·euses du Bangladesh et leurs syndicats, qu'en est-il du pouvoir d'influence des acteurs économiques internationaux ?

© BIGUF, 1er mai 2023

3. LE POUVOIR DES MARQUES

Les vêtements produits par les travailleur·euses bangladai·ses sont portés aux quatre coins de la planète. Si plus de 80% des revenus liés aux exportations du Bangladesh dépendent du secteur du prêt-à-porter, les marques et enseignes qui s'approvisionnent dans le pays détiennent un pouvoir d'influence de taille sur l'économie du pays. Un engagement de leur part pourrait être déterminant pour influencer le gouvernement du pays à opter pour une augmentation du salaire minimum à hauteur des 23.000 BDT comme le revendiquent des syndicats indépendants locaux.

[29] https://www.globalrightsindex.org/fr/2023/countries/bgd

[30] https://www.globalrightsindex.org/fr/2023/countries/bgd

[31] https://www.business-humanrights.org/en/latest-news/bangladesh-one-dead-50-injured-after-police-forcefully-disperse-garment-worker-protests

[32] https://www.business-humanrights.org/en/latest-news/bangladesh-widespread-garment-worker-protests-over-minimum-wage-increase-leads-to-mass-dismissals/

[33] Jeudi 31 janvier 2019, achACT manifeste devant l'ambassade du Bangladesh : https://www.achact.be/747-2/

[34] https://www.achact.be/bangladesh-la-clean-clothes-campaign-condamne-le-meurtre-du-syndicaliste-shahidul-islam/

Parmi les principales destinations de ces marchandises figurent les États-Unis, l'Union Européenne (Allemagne, Espagne, Pologne), ou le Royaume-Uni[35]. Des enseignes telles que H&M[36], C&A[37], Primark[38] comptent le Bangladesh parmi leur plus gros pays de production.

Comme le montre l'enquête Fashion Checker, nombre sont les géants de la mode qui clament leur engagement en faveur du paiement d'un salaire vital pour les travailleur·euses de leur filières mais quasi aucun n'est en mesure de prouver qu'ils le paient réellement[39]. Les pratiques d'achat de ces enseignes ne reflètent absolument pas les engagements annoncés. En pratique, les travailleur·euses continuent de percevoir des salaires de misère, comme c'est le cas au Bangladesh.

Parmi les initiatives existantes, 19 enseignes de mode se sont notamment engagées dans ACT, un accord volontaire signé aux côtés de la Fédération internationale IndustriALL dont l'objet vise spécifiquement la recherche de salaires vitaux pour les travailleur·euses des filières d'approvisionnement du textile et de l'habillement[40]. ACT opère dans trois pays clé de production de vêtements : le Bangladesh, le Cambodge et la Turquie[41]. ACT a récemment déclaré son soutien à l'augmentation des salaires minimums pour les travailleurs de l'industrie textile au Bangladesh.[42]

D'autres initiatives volontaires telle que la Fair Wear Foundation, ont dernièrement déclaré soutenir l'augmentation du salaire minimum pour les travailleurs de l'habillement au Bangladesh, qui, selon elles, est actuellement bien inférieur au coût de la vie[43].

Un engagement clair pour le montant revendiqué par les syndicats est cependant nécessaire à la lutte menée actuellement. Il en va en effet de la crédibilité des engagements des marques et enseignes et autres MSI en faveur d'un salaire minimum vital.

Les marques et enseignes de mode bénéficient allègrement des faibles coûts de production du Bangladesh. Ainsi, les enseignes qui s'approvisionnent au Bangladesh devraient, sans plus tarder :

- exprimer publiquement leur soutien à l'augmentation du salaire minimum mensuel à 23.000 BDT,
- s'engager à long terme à continuer à s'approvisionner au Bangladesh après la mise en œuvre de l'augmentation salariale,
- accepter d'absorber entièrement l'augmentation du coût de la main-d'œuvre dans les prix d'achat payés à leurs fournisseurs, et
- exprimer leur inquiétude face à la répression et au harcèlement des dirigeants syndicaux ainsi que leur soutien aux syndicats, à la liberté d'association et au droit de manifester.

[35] https://oec.world/en/profile/country/bgd

[36] https://hmgroup.com/sustainability/leading-the-change/transparency/supply-chain/

[37] https://www.c-and-a.com/image/upload/v1681727814/corporate/pdf/reporting/suppliers-business-partners/2023_C_A_Social_Stewardship_Programme_Update.pdf

[38] https://corporate.primark.com/en-ie/a/news/primark-cares/bgmea-to-collaborate-with-primark-on-sustainability-ambition

[39] https://fashionchecker.org/fr/

[40] https://actonlivingwages.com/what-we-do/

[41] https://actonlivingwages.com/where-we-work/

[42] https://actonlivingwages.com/2023/09/12/act-members-support-higher-minimum-wages-in-the-rmg-sector-in-bangladesh/

[43] https://www.ecotextile.com/2023083031109/social-compliance-csr-news/ngos-back-pay-rise-for-garment-workers.html

CONCLUSION

Nous l'aurons vu tout au long de cette analyse, une augmentation du salaire minimum légal des travailleuses et travailleurs de l'habillement du Bangladesh est une nécessité pour leur permettre de subvenir à leurs besoins les plus fondamentaux. Les organisations syndicales indépendantes du pays ont exprimé leurs revendications pour une augmentation à hauteur de 23.000 BDT, un montant largement documenté, admis et soutenu nationalement et internationalement, comme minimum absolu. Les marques et enseignes de mode qui bénéficient de la force de travail de plus de 4 millions de personnes dans le pays ont le devoir et la responsabilité de s'engager publiquement en faveur d'une telle augmentation.

Après l'effondrement du Rana Plaza en 2013 et à force de campagne et de pression, un Accord inédit pour la sécurité des bâtiments et la protection contre les incendies a vu le jour. En 2021, cet accord est devenu l'Accord international pour la santé et la sécurité[44]. Près de 200 enseignes s'approvisionnant au Bangladesh se sont engagées dans ce programme qui couvre 2 millions de travailleur·euses et près de 1500 usines.[45]

Mais les violences économiques auxquelles sont exposées celles et ceux qui, au Bangladesh, cousent les vêtements pour le monde entier, sont inacceptables. Si elles et eux peuvent progressivement jouir d'un environnement de travail plus sûr, les conditions salariales misérables qui leur sont infligées impactent considérablement leur droit à vivre dignement et ce, dans un contexte répressif contraire à la liberté fondamentale d'association.

Les prochaines semaines vont être déterminantes et toute forme de soutien aux revendications syndicales locales participeront à influencer le gouvernement du Bangladesh à agir en faveur d'un plus grand respect des droits de ses travailleuses et travailleurs.

POUR EN SAVOIR PLUS ET AGIR

Lire & relayer notre Déclaration de soutien aux travailleur·euses et syndicats du Bangladesh pour l'augmentation du salaire minimum à hauteur de 23.000 BDT en 2023.
Likez, partagez, diffusez des messages de soutien et interpellez les marques et enseignes de mode qui s'approvisionnent au Bangladesh pour qu'elles s'engagent réellement vis-à-vis des travailleur·euses de leurs filières !
(Re)Découvrez le Fashion Checker, notre base de données sur les pratiques des enseignes de Fast fashion en matière de transparence et de paiement (ou non) d'un salaire vital dans leurs filières. (Dernière mise à jour en octobre 2023)

achACT

ANALYSE PROPOSÉE PAR L'ASBL ACHACT

Écriture Sanna Abdessalem, achACT asbl
Relecture Zoé Dubois et **Denis Clérin**, achACT asbl

Graphisme Fabrizzio De Barelli

Avec les soutiens financiers de

FÉDÉRATION WALLONIE-BRUXELLES

[44] https://internationalaccord.org/signatories/#signatories-search

[45] https://bangladeshaccord.org/